

Il y a un an, Michael Wilson et moi-même avons participé à Paris à la réunion annuelle de l'Organisation de coopération et de développement économiques - l'OCDE -, qui rassemble les 24 économies de marché les plus actives. À notre étonnement, nous avons entendu les ministres de gouvernements européens critiquer le Programme agricole commun. Il s'agissait surtout de ministres des Finances, ceux là même qui sont chargés d'équilibrer les budgets de pays membres d'une communauté qui consacre soixante-six pour cent de son budget aux subventions agricoles. Nous avons signalé au premier ministre ces fissures dans la solidarité européenne et celui-ci a décidé de prendre d'importantes initiatives en vue de briser le cycle paralysant des subventions internationales.

L'usage veut maintenant qu'aux sommets économiques annuels des pays industrialisés, chaque pays choisisse une question qu'il cherchera particulièrement à faire avancer. Pour le Sommet de Tokyo, M. Mulroney a choisi l'agriculture. Dans toute l'histoire des sommets économiques, c'était la première fois qu'un pays faisait de l'agriculture une priorité. La veille de notre départ pour Tokyo, le premier ministre, Mike Wilson et moi, ainsi que John Wise, Charlie Mayer et d'autres ministres de l'Ouest, avons rencontré les représentants de la plupart des groupes de producteurs canadiens. Cette réunion fut remarquable, non seulement parce qu'elle rapprochait des représentants clés du secteur agricole et des leaders politiques, mais aussi parce que des groupes aussi différents que la Canadian Cattlemen's Association et le Syndicat national des cultivateurs étaient d'accord sur l'avis à donner au premier ministre. Nous avons songé à qualifier ce phénomène de huitième merveille du monde. De fait, cette ambiance de communauté d'objectifs s'est maintenue durant les consultations fréquentes que le premier ministre et d'autres ministres ont continué d'avoir avec les groupes nombreux et variés de producteurs canadiens.

À Tokyo, M. Mulroney a joué cartes sur table. Il a établi une comparaison entre les subventions offertes aux agriculteurs de même niveau en Europe, aux États-Unis et au Canada. À ce moment-là, les Européens subventionnaient leurs céréales à 94 \$ la tonne, les Américains à 75 \$ la tonne et nous à 34 \$ la tonne. À notre grande surprise, personne n'a contesté cette affirmation. Dans l'intimité de ces réunions, chaque leader a reconnu le problème et le rôle joué par son gouvernement à cet égard. L'un des chefs de gouvernement européens a résumé le dilemme en ces mots: "Cela nous cause tous un préjudice, et aucun d'entre nous ne peut y mettre fin seul."